

DANS L'ACTUALITE du 3 au 7 avril 2015

### Textes officiels

JORF n° 0080 du 4 avril 2015

#### La métropole de Lyon

[Loi n° 2015-381 du 3 avril 2015 ratifiant l'ordonnance n° 2014-1335 du 6 novembre 2014 relative à l'adaptation et à l'entrée en vigueur de certaines dispositions du code général des collectivités territoriales, du code général des impôts et d'autres dispositions législatives applicables à la métropole de Lyon](#)

[Loi n° 2015-382 du 3 avril 2015 ratifiant l'ordonnance n° 2014-1543 du 19 décembre 2014 portant diverses mesures relatives à la création de la métropole de Lyon](#)

JORF n° 0079 du 3 avril 2015

Sont déclarés d'utilité publique les travaux de construction et d'aménagement de la liaison autoroutière entre l'autoroute A 89 (commune de La Tour-de-Salvagny) et l'autoroute A 6 (commune de Limonest)

[Décret n° 2015-376 du 1er avril 2015 déclarant d'utilité publique les travaux de construction et d'aménagement de la liaison autoroutière entre l'autoroute A 89 \(commune de La Tour-de-Salvagny\) et l'autoroute A 6 \(commune de Limonest\), conférant le statut d'autoroute à cette liaison et portant mise en compatibilité du schéma de cohérence territoriale de l'agglomération lyonnaise et du plan local d'urbanisme de la métropole de Lyon sur le territoire des communes de Dardilly, La Tour-de-Salvagny, Limonest et Lissieu](#)

Définition des caractéristiques des véhicules utilisés dans le cadre de l'activité de voitures de transport avec chauffeur

[Arrêté du 26 mars 2015 relatif aux caractéristiques des véhicules utilisés par les exploitants de voitures de transport avec chauffeur](#)

## **Projet de loi**

Loi croissance, activité et égalité des chances économiques

[7 avril - Le Sénat commence l'examen du projet de loi](#)

## **Jurisprudence**

Le Conseil d'État renvoie au Conseil constitutionnel une question prioritaire de constitutionnalité (QPC) portant sur les dispositions législatives relatives aux conditions d'exercice des voitures de transport avec chauffeur (VTC)

[CE 3 avril 2015 société Uber France et autre, req. n° 388213](#)

Le Conseil d'État n'admet pas le pourvoi en cassation contre le refus du juge des référés du tribunal administratif de Grenoble de suspendre l'une des autorisations administratives nécessaires à la réalisation du projet de « Center Parcs » à Roybon (Isère).

[CE 3 avril 2015 association "Pour les Chambaran sans Center Parcs", req. n° 386991](#)

Malgré son implantation sur le domaine public d'une commune, un ouvrage ne peut être qualifié de public tant qu'il est contractuellement affecté à une activité exclusivement privée

[CE 27 mars 2015 Société Titaua limited compagny, req. n° 361673](#)

## **Vu par ailleurs**

Contrat public

Réforme de la commande publique : les confidences de la DAJ de Bercy

[Calendrier de la réforme, simplification des candidatures, passation des avenants... Deux représentants de la Direction des affaires juridiques \(DAJ\) du ministère de l'Économie ont commenté les nouvelles directives commande publique et apporté des précisions sur le contenu de la transposition lors d'un colloque de l'Apasp le 2 avril.](#)

Source : le Moniteur du 02/04/2015

Urbanisme

### A Toulouse, le directeur de l'Anru prend le pouls des opérations de renouvellement urbain

Dans le cadre de son tour de France des 200 quartiers prioritaires, le directeur général de l'Anru Nicolas Grivel a visité, le 3 avril, les opérations de renouvellement urbain de la Ville de Toulouse. Il a terminé sa visite par la pose de la première pierre d'une résidence abritant logements et services de proximité au cœur de La Reynerie dans le Grand Mirail, un des quatre quartiers d'intérêt national de la Ville Rose.

Source : le Moniteur du 07/04/2015

### Le Sénat se penche sur le projet de loi Macron

Le 7 avril débute au Sénat l'examen en séance publique du projet de loi Macron. La commission spéciale de la chambre haute du Parlement a voté 347 amendements au texte. Et supprimé notamment l'habilitation à légiférer par voie d'ordonnance pour simplifier le droit de l'environnement et le droit de l'urbanisme. Le Sénat doit voter solennellement sur le texte le 6 mai.

Source : le Moniteur du 03/04/2015

### Trois rapports pour simplifier les règles de construction et d'urbanisme

Accélérer les procédures d'aménagement et moderniser le droit de l'environnement, un double objectif que le Gouvernement entend poursuivre sur la base de trois rapports remis à la ministre de l'Ecologie, Ségolène Royal et la ministre du Logement, Sylvia Pinel. Ce, alors que l'habilitation gouvernementale à légiférer par ordonnance dans le projet de loi Macron a été supprimée par la commission spéciale du Sénat.

Source : le Moniteur du 03/04/2015

### Le rapport Duport ouvre le chantier de la rénovation des procédures d'aménagement

Le préfet Jean Pierre Duport a remis ce vendredi 3 avril aux ministres Sylvia Pinel et Ségolène Royal un rapport trois en un, intitulé « accélérer les projets de construction, simplifier les procédures environnementales, moderniser la participation du public ». Deux rapports sur la modernisation du droit de l'environnement ont également été remis à Ségolène Royal.

Source : la gazette des communes du 03/04/2015

Ségolène Royal et Sylvia Pinel reçoivent des propositions pour accélérer les procédures d'aménagement et moderniser le droit de l'environnement

[Aujourd'hui, Ségolène Royal et Sylvia Pinel ont reçu le rapport « accélérer les projets de construction, simplifier les procédures environnementales, moderniser la participation du public », remis par M. le Préfet Jean-Pierre Duport.](#)

Source : developpement-gouv.fr du 02/04/2015

Environnement

Ségolène Royal détaille son programme d'actions durables

[La ministre de l'Ecologie a présenté ce 3 avril les actions qu'elle souhaite engager dans les tout prochains mois, avec en perspective la Conférence de Paris sur le climat. Territoires à énergie positive, reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages, santé et environnement, modernisation du droit de l'environnement : passage en revue des principales actions et de leur calendrier.](#)

Source : localtis.info du 07/04/2015

Transition énergétique : la loi sera bouclée d'ici l'été

[Grâce à cet article que nous mettons à jour en continu, vous pouvez suivre le parcours parlementaire du "projet de loi relatif à la transition énergétique et pour la croissance verte". Les auditions des responsables du gouvernement, les réactions des parlementaires, associations, etc. sont ici regroupées et commentées.](#)

Source : la gazette des communes du 03/04/2015

Collectivités territoriales

Entre 2015 et 2020, Toulouse métropole promet d'injecter plus d'un milliard d'euros dans l'économie locale

Toulouse Métropole prévoit plus d'un milliard d'euros d'investissements sur la période 2015-2020. Les 9 et 10 avril prochains, Jean-Luc Moudenc, maire de Toulouse et président de Toulouse Métropole, présentera aux élus une stratégie financière qui passe par une augmentation de la fiscalité.

Source : le Moniteur du 03/04/2015

Transport

La liaison autoroutière A89-A6 au nord de Lyon déclarée d'utilité publique

Les travaux de construction et d'aménagement de la liaison autoroutière entre l'A89 à l'A6, dernier chaînon manquant entre Bordeaux et Lyon, ont été déclarés d'utilité publique, selon un décret publié le 3 avril au Journal officiel.

Source : le Moniteur du 03/04/2015

### **Colloque / séminaire**

► **La médiation et la conciliation devant la juridiction administrative**

Le 17 juin 2015 de 9h30 à 18h, colloque organisé par le Conseil d'État en partenariat avec l'Ordre des avocats de Paris et le Groupement européen des magistrats pour la médiation (GEMME-France) à la Maison du Barreau de Paris.

Inscription (dans la limite des places disponibles, à partir du 17 avril et avant le 10 juin 2015)  
Merci d'envoyer vos noms, fonctions et coordonnées par courriel à l'adresse : [colloquemediation@conseil-etat.fr](mailto:colloquemediation@conseil-etat.fr)

## Vu dans les revues

AJDA n° 12-2015 du 6 avril 2015 p.689, *Le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, version 2015 – Un coup pour presque rien ?*, par René Hostiou

AJDA n° 12-2015 du 6 avril 2015 p. 701, *Limitation de l'incidence d'une procédure de conciliation obligatoire sur l'office du juge*, par Elise Langelier

RDI n° 4 – avril 2015 p.199, *Adaptations mineures : le changement dans la continuité*, par Michaël Revert

Semaine Juridique Administrations et Collectivités territoriales n° 14 du 7 avril 2015, 2088, *Urbanisme Chronique de jurisprudence du Conseil d'État - Décisions de janvier à juin 2014 (1re partie)*, par Roland Vandermeeren

Semaine Juridique Administrations et Collectivités territoriales n° 13, 30 Mars 2015, 2087, *Les décrets relatifs à l'aménagement commercial et cinématographique*, par Jean-Marc Talau

La gazette des communes n° 14/2264 du 6 au 12 avril 2015 p.8, *Urbanisme – Le PLU intercommunal à un tournant*, par Delphine Gerbeau et Sylvie Brouillet

## Presse

Loi Macron : l'exécutif et le Sénat au corps à corps

[Le projet de loi croissance et activité arrive en séance au Sénat ce mardi.](#)

Source : les Echos du 07/04/2015

Autoroutes : retour sur six mois de bras de fer entre l'Etat et les concessionnaires

[Le groupe de travail parlementaire sur les autoroutes a rendu ses conclusions ce mardi. Il écarte l'éventualité d'une résiliation anticipée des concessions. En contrepartie, les sociétés d'autoroutes devraient participer davantage au financement des infrastructures de transport.](#)

Source : les Echos du 07/04/2015

Permettez-moi de construire : le facilitateur administratif

La jeune start-up Permettez-moi de construire a pour vocation d'accompagner et d'aider les particuliers dans le montage de leur permis de construire. Le but : leur simplifier les démarches administratives.

Source : les Echos du 07/04/2015

Le scénario escamoté d'une France " 100 % énergies renouvelables "

Une étude inédite de l'Ademe, prévoyant un mix électrique sans nucléaire à l'horizon 2050, a été déprogrammée d'un colloque à Paris

Source : le Monde du 05/04/2015